

# PARTIE I : GENERALITES DU DROIT

## Introduction

En France : séparation des pouvoirs (Constitution de 1958 : De Gaulle) :

- Législatif : Assemblée nationale (577 députés élus au suffrage universel direct) + Sénat (348 sénateurs élus via de grands électeurs)
- Exécutif : Président
- Judiciaire

La justice française est administrée par un ministère (titulaire = Garde des Sceaux actuellement (Éric Dupond-Moretti)

4 missions du ministère :

- Préparation de textes de loi en justice civile et pénale
- Gestion des moyens de la justice
- Prise en charge des populations qui lui sont confiées (Mineurs en danger, personnes placées sous la main de la justice)
- Mise en œuvre des politiques publiques (Aide aux victimes d'infraction, lutte contre le crime organisé)

Budget 2021 : 8.02 Md € et 82000 agents.

Répartition : Principalement dans la gestion des prisons/tribunaux

## I. Qu'est-ce que le droit ?

### A. Présentation

Le droit objectif concerne l'ensemble des règles qui encadre la vie en société → Discipline autonome

4 caractéristiques :

Caractéristique	Explication
Générale	Appliquée sur tout le territoire pour tous les faits qui s'y produisent et abstraite
Impersonnelle	Elle s'impose à tous les individus
Obligatoire	Elle organise la vie en société et les rapports entre ses membres. Il est nécessaire qu'elle soit appliquée : elle est donc imposée
Coercitive	C'est une contrainte qui émane de l'État : la règle de droit est rendue obligatoire et son non-respect est sanctionné

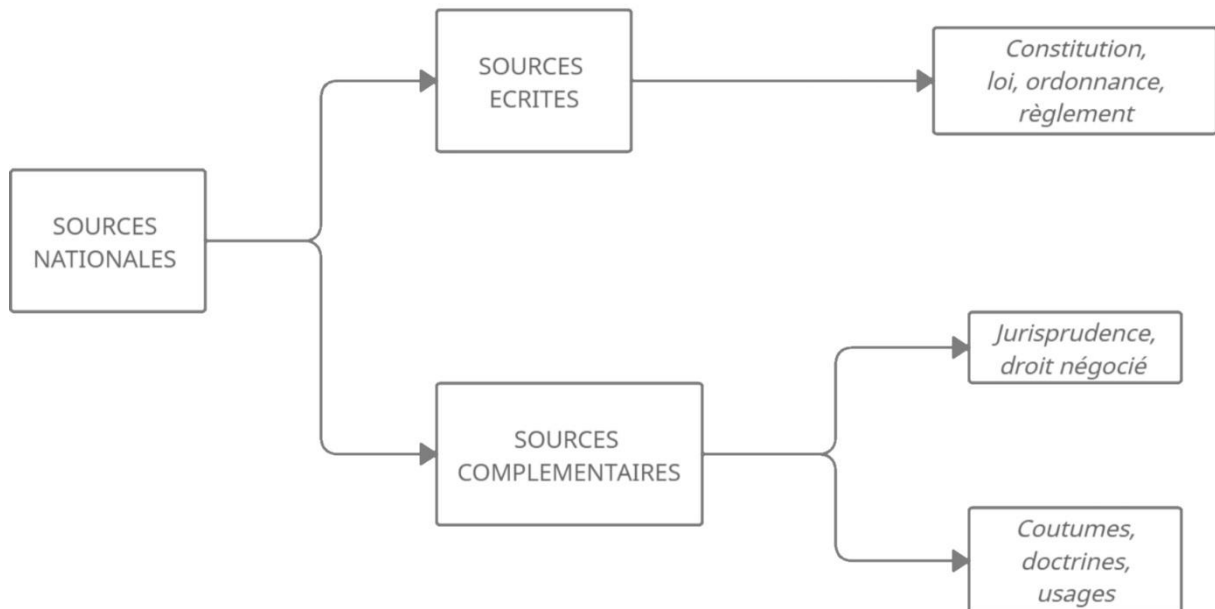
Autres principes :

- Nul n'est censé ignorer la loi
- Gratuité du droit
- Accès à la justice pour tous

Classification des règles de droit :

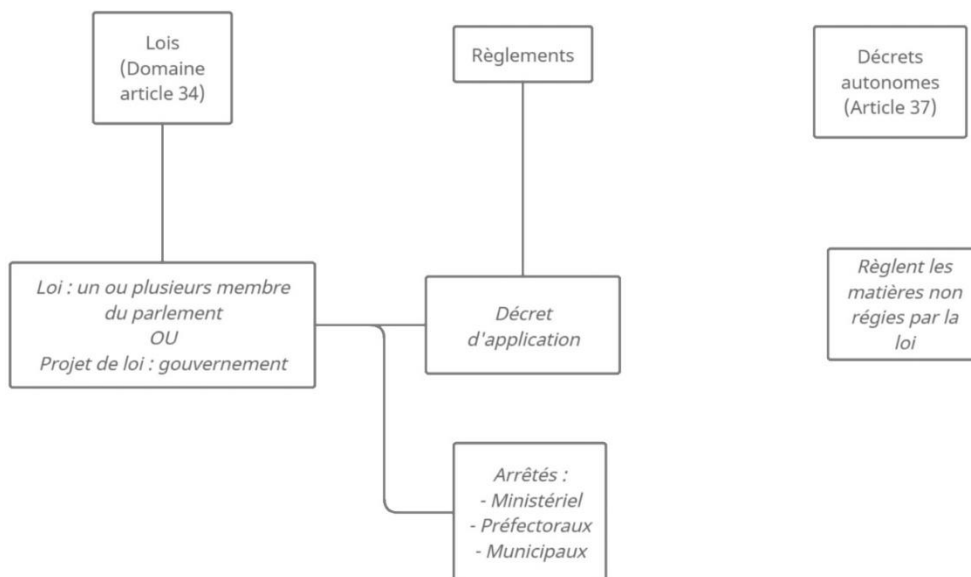
DROIT NATIONAL	
Relation juridiques à l'intérieur de l'État : France	
<b>PUBLIC</b> Organisation et fonctionnement des pouvoirs publics et leurs rapports avec les particuliers <ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit fiscal</li> <li>• Droit constitutionnel</li> <li>• Droit administratif,...</li> </ul>	<b>PRIVÉ</b> Relation entre particuliers <ul style="list-style-type: none"> <li>• Droit civil (le plus ancien droit, énorme)</li> <li>• Droit des affaires</li> <li>• Droit du travail,...</li> </ul>
DROIT INTERNATIONAL	
Plusieurs cadres juridiques nationaux ou un ordre juridique commun à plusieurs États	
<b>PUBLIC</b> Ensemble des règles et des traités passés entre États	<b>PRIVÉ</b> Relations entre des personnes privées avec un facteur étranger en cause (divorces,...)

## B. Sources du droit



### 1) Sources nationales :

#### Constitution de 1958 + Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1946)



## 2) Sources complémentaires

Jurisprudence : ensemble des décisions rendues par les juridictions qui illustrent comment un problème juridique a été résolu

Droit négocié : conventions et accords collectifs qui ont pour objectif d'adapter la loi aux spécificités des professions ou entreprises. Ils résultent de la négociation entre organisations syndicales, employeurs et salariés.

Autres : Doctrines (Émises par des experts), coutumes, usages commerciaux, réponses ministérielles

## 3) Au niveau européen et international

- Traités communautaires > lois nationales

2 conditions :

- Ratifiées par le président de la République
- Appliquées par les autres pays signataires

- Textes de droit communautaires dérivés

Directives, règlements (Adoptés par les institutions européennes)

Il y a obligation de transposer dans le droit national sous peine de sanctions

Si un traité est différent de la Constitution : la ratification impose une modification de la Constitution

La Constitution prime sur les traités internationaux

## II. Comment le droit permet de gérer les litiges ?

### A. Le droit subjectif

Le droit subjectif est constitué des différentes prérogatives particulières dont une personne peut se prévaloir sur un bien ou une autre personne

Constitué de droits patrimoniaux et extrapatrimoniaux

<b>Droits patrimoniaux</b> "Évaluable en argent"	<b>Droits extra-patrimoniaux</b>
Ils font partie du patrimoine de la personne : <ul style="list-style-type: none"><li>• Cessibles (peuvent être vendus)</li><li>• Transmissibles (notion d'héritage ; on peut pas déshériter ses enfants)</li><li>• Saisissables ( si on paye pas alors qu'on peut, on est saisi)</li><li>• Prescriptibles ( on peut faire apparaître ou disparaître des droits par rapport à quelque chose)</li></ul>	Droit d'une personne mais qui ne font <u>pas</u> <u>partie de son patrimoine</u> , qui ne seront <u>pas</u> <u>transmis</u> à ses héritiers et finiront avec sa personnalité (mort) <ul style="list-style-type: none"><li>• Intransmissibles</li><li>• Insaisissables</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Droit de propriété</b></li><li>• <b>Droit réel</b> (droit qu'une personne peut avoir sur une chose)</li><li>• <b>Droit personnel</b> : droit de créance par ex, sur une autre personne</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Droits familiaux</b></li><li>• <b>Droits civiques</b> (droit de vote,...)</li><li>• <b>Droits professionnels</b></li><li>• <b>Droit à la personnalité</b></li></ul>

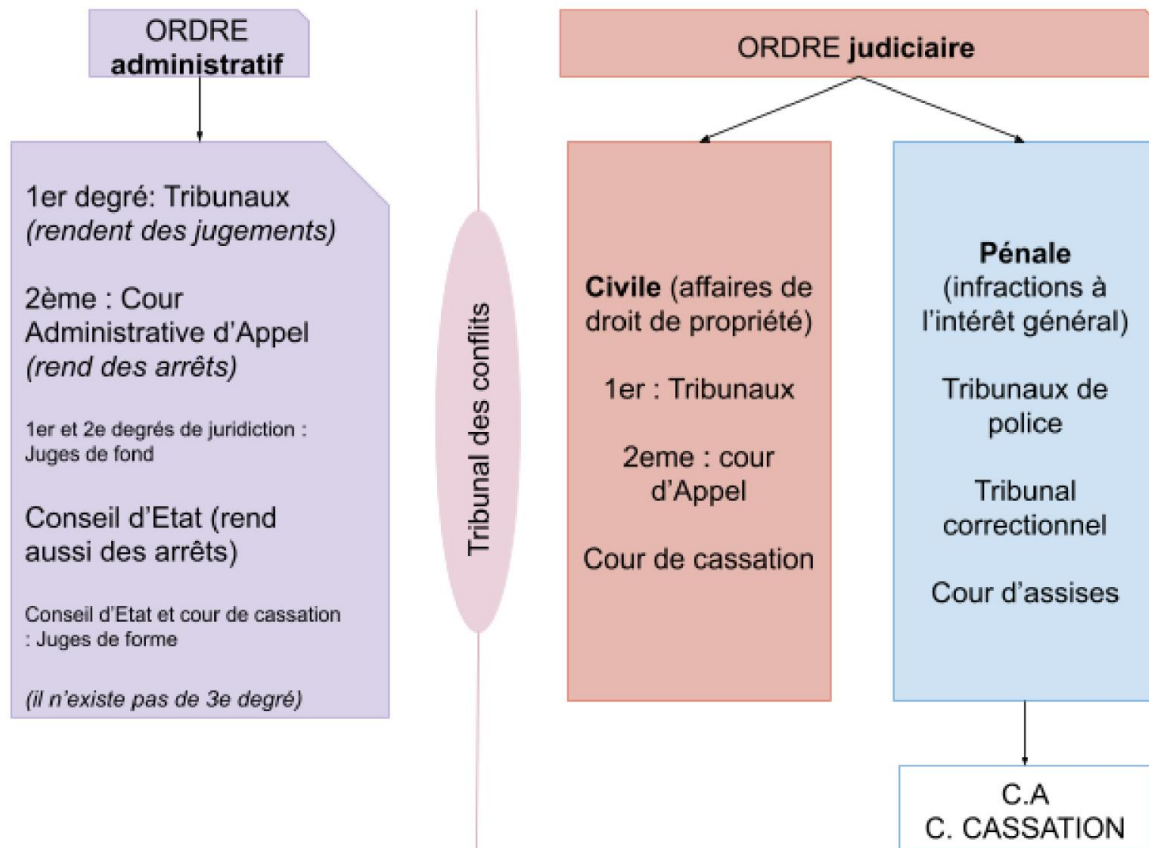
## B. Les juridictions françaises

Elles répondent aux principes suivants :

- Double degré de juridiction (appel → affaire rejugée)
- Respect des droits de la défense (présomption d'innocence)
- Publique (sauf huit clos)
- Fixe, permanente, gratuite (aide fonctionnelle depuis 1991)

Compétence des tribunaux :

- Compétence d'attribution : Nature du litige
- Compétence territoriale : lieu du litige
  - Matière civile : domicile du défendeur
  - Matière pénale : lieu de l'infraction
  - Matière administrative : lieu de l'administration mise en cause



### C. Le personnel judiciaire

- Magistrats du siège : les juges (restent assis)
- Magistrats du parquet (ou ministère public) : chargés de défendre l'intérêt de la collectivité et l'application de la loi = le procureur
- Auxiliaires de justice :
  - Avocats
  - Experts
  - Police judiciaire
  - Greffiers
  - Huissiers = commissaires de justice

## D. Autres modes de résolution de conflits

- Transaction : contrat mettant fin au litige par des concessions réciproques
- Arbitrage : clause compromissoire dans un contrat : permet de soumettre les litiges à des arbitres désignés
- Conciliation : accord conclu entre les parties à la suite de l'intervention d'un juge ou d'une personne désignée (ex. divorce)
- Médiation : intervention d'un tiers, indépendant et qualifié chargé de trouver les éléments d'un accord possible